

commerce direct avec la France pour passer par l'intermédiaire danois.

La diversité des cas étudiés dans l'ouvrage en fait la force, par la multiplication des exemples, des périodes et des espaces choisis, mais également, dans une certaine mesure, la faiblesse. Sans doute aurait-il été judicieux de regrouper les articles dans des sous-parties afin de donner davantage de cohérence au volume et procurer à l'ensemble une dynamique plus comparatiste que cumulative. Enfin, on peut regretter qu'il n'y ait pas eu, en préambule aux contributions, une différenciation claire entre les notions de neutralité et de neutralisation qui sont souvent confondues, alors que la distinction commence à apparaître au cours du XVII^e siècle. À ce sujet, l'idée selon laquelle les pratiques de neutralisation telles qu'elles sont envisagées dans l'ouvrage participent de l'émergence de la neutralité comme principe du droit des gens est discutable (p. 9-10). En dehors de ces réserves, il faut souligner les apports de cet ouvrage qui s'inscrit dans la dynamique actuelle d'ouverture de l'histoire de la guerre à des considérations qui ne sont pas uniquement militaires. Il montre, en particulier, l'importance des relations entre ennemis et le fait que les « faibles » n'étaient pas sans ressources face à une force qui leur était supérieure.

ÉRIC SCHNAKENBOURG

Éric Schnakenbourg

Entre la guerre et la paix. Neutralité et relations internationales, XVII^e-XVIII^e siècles
Rennes, PUR, 2013, 375 p.

Fruit de plus de dix ans de recherches, ce livre contribue à redéfinir profondément la manière d'envisager les relations internationales et l'histoire de la diplomatie à l'époque moderne. Le thème de la neutralité est au cœur du propos ; bien que fréquemment évoqué dans les travaux sur le système géopolitique européen et atlantique de l'Ancien Régime, ce concept reste toutefois peu connu dans la réalité de l'historiographie. L'auteur a organisé son travail autour de trois grandes questions qui correspondent à autant de parties : les définitions et les déclinaisons de la neutralité, la diplomatie de la neu-

tralité étudiée à travers l'analyse des relations entre la France et les pays du Nord de l'Europe (1688-1783) et les pratiques de la neutralité (« les modalités de la neutralité » selon les mots de l'auteur) au cours du XVIII^e siècle. Cette enquête repose d'abord sur un vaste et fécond travail d'archives, qui ne se cantonne pas aux archives françaises (notamment les archives des Affaires étrangères, les Archives nationales et l'important fonds des archives d'Outre-Mer), mais s'étend aux Archives nationales du Danemark et de la Suède. La longue liste des sources publiées avant 1850 est suivie d'une bibliographie critique complète et soignée, qui tient compte des directions prises par les derniers travaux dans ce domaine.

Ces premiers renseignements sur la structure de l'ouvrage permettent de se rendre compte que la démarche adoptée pour cette étude dépasse largement l'annonce du titre. Les recherches sur le concept de neutralité dans l'Europe moderne, après une phase d'activité historiographique intense entre la seconde moitié du XIX^e et la première moitié du XX^e siècle, ont connu une phase d'arrêt due à l'apparente difficulté de faire dialoguer la dimension théorique et conceptuelle de la neutralité avec l'étude des pratiques et des stratégies politiques dans les comportements intra- et interétatiques. Ce thème n'a été repris que ces vingt dernières années, avec le souci de dépasser les limites théoriques et méthodologiques traditionnelles de l'histoire de la diplomatie et des relations internationales, afin d'élargir les perspectives d'enquête vers l'histoire économique et culturelle et vers l'histoire de l'évolution des langages politiques.

Justifiant en partie le titre du volume, qui semble poser le problème de la neutralité dans le contexte plus familier du rapport entre guerre et paix, ce contexte historiographique éclaire surtout le sens de la première partie du livre, dédiée aux « Figures et déclinaison de la neutralité ». Dans ces pages, l'auteur se consacre directement à la question, toujours très controversée, de la définition de la neutralité, de la différence entre neutralité armée et neutralité dans le commerce, du rapport entre neutralité et ports neutres ou ports francs, de la distinction entre neutralité et neutralisation, jusqu'au

problème, non moins important, des omissions, des silences et du refus d'utiliser ce terme dans les pratiques internationales. Il en ressort clairement qu'il n'existait pas à l'époque moderne de définition univoque de la neutralité, ce qui n'est pas surprenant. Surtout, cette première partie démontre qu'une nouvelle approche de ce thème ne peut venir que d'un renversement de l'ordre traditionnel de l'analyse : celle-ci gagne à être menée non plus à partir des conceptualisations de la neutralité et des efforts pour en définir le statut théorique, mais plutôt à partir des pratiques concrètes, des comportements des acteurs étatiques et non étatiques au lendemain de la paix de Westphalie et jusqu'au seuil de la Révolution française.

C'est ce que s'emploie à faire É. Schnakenbourg dans la deuxième partie de l'ouvrage, qui commence par se concentrer sur les politiques mises en œuvre par la France dans ses relations avec ses alliés et ses adversaires à la fin du règne de Louis XIV. Là aussi, l'auteur montre que l'angle d'étude traditionnel des politiques de neutralité, qui passe par la comparaison entre grandes puissances (France, Grande-Bretagne, Espagne, Russie), atteint vite ses limites. É. Schnakenbourg se tourne alors rapidement vers le rôle des petits États, surtout du Nord de l'Europe comme les Pays-Bas, le Danemark et la Suède, et celui des colonies d'outre-mer, en marche vers un processus d'émancipation commerciale. Le discours sur la neutralité politique s'avère ainsi être surtout un débat sur la neutralité des commerces, sur la « navigation neutre », sur la neutralisation du commerce et sur la construction, typique du XVIII^e siècle, d'un nouveau système d'alliances entre les espaces méditerranéen et atlantique, influencé, à la fin du siècle, par l'utopie d'une ligue de la neutralité armée sous l'égide de Catherine II de Russie.

L'idée de neutralité qui émerge à l'orée des Lumières est donc profondément différente des discours du début de l'époque moderne, elle est le résultat des tensions et des torsions de ce concept mis à l'épreuve de la réalité géopolitique du continent européen et des profondes transformations de la scène commerciale et sociale. En ce sens, la troisième partie de l'ouvrage montre comment le problème de la neutralité dans la crise de l'Ancien Régime

ne fut plus réductible à une simple alternative entre la guerre et la paix, et combien il apparut de moins en moins justifiable sur le plan théorique par les interprétations classiques du droit naturel. La neutralité était mise au service de la mentalité commerciale et, au lieu de représenter un principe juridique ou diplomatique immobile, elle apparaissait de plus en plus comme un critère moral, utile pour évaluer la conduite des nations, leurs valeurs de référence, leur degré de fiabilité dans le contexte international et leur capacité à soumettre la raison d'État aux exigences humaines. Les pratiques européennes de la neutralité, surtout chez les Hollandais et les Danois, rendirent plus effectives et valorisèrent les potentialités de l'espace atlantique, un espace « à la fois économique et humain », comme le fait remarquer l'auteur, « qui transcende les unités politiques, les souverainetés et les nationalités » (p. 329).

Le bilan d'É. Schnakenbourg souligne que l'histoire de la neutralité est une histoire plurielle, où seule une conception dynamique permet de comprendre comment les pratiques économiques, sociales et politiques ont pu soumettre à des tensions et à de profonds changements ce concept entré peu à peu dans le vocabulaire des relations internationales. La diplomatie de la neutralité, en ce sens, n'apparaissait plus comme un simple instrument de la politique internationale, mais s'exprimait dans l'art de savoir tirer le meilleur parti possible des nouveaux champs de la négociation commerciale et politique. On peut donc acquiescer sans hésitation lorsque, au terme de cette vaste recherche documentée, l'auteur affirme que « la neutralité plus qu'un statut est une dialectique instable encadrée par des principes qui se généralisent » (p. 333).

Cette étude prend la France pour point de départ et s'étend ensuite aux petits États du Nord de l'Europe afin d'embrasser, à travers le système des colonies, le monde atlantique et particulièrement les Antilles. L'espace méditerranéen, qui représente pour la France une autre importante ligne d'action politique et de compétition commerciale avec les puissances européennes, reste donc au second plan, tout comme le cadre des petits États italiens, théâtre du projet de ligue des princes neutres appuyé

par Catherine II de Russie. Il ne fait cependant aucun doute que l'analyse, les remarques et les résultats obtenus sont également applicables au versant méridional de l'Europe.

L'ouvrage apporte deux éléments remarquables sur le plan de la méthodologie et de l'innovation historiographique. D'abord, il permet de comprendre que les grandes œuvres sur le droit des gens et sur le droit international du XVIII^e siècle (à commencer par celle d'Emer de Vattel) ne doivent plus être lues seulement comme des élaborations doctrinales, mais qu'elles sont le reflet culturel de ces pratiques tourmentées de la politique internationale. Le second apport de cette histoire de la neutralité, notable sur le plan de l'historiographie internationale, consiste dans la réaffirmation claire de la centralité du rôle de l'Europe et de son héritage culturel, à contre-pied de certaines tendances historiographiques qui insistent sur l'aspect négatif du rapport de l'Europe à l'impérialisme et la relèguent dans un rôle de second plan, faisant naître certains principes politiques modernes, y compris la neutralité, hors du Vieux Continent.

ANTONIO TRAMPUS

Geoffrey Parker

Global Crisis: War, Climate Change and Catastrophe in the Seventeenth Century
New Haven, Yale University Press, 2013,
XX-871 p. et 16 p. de pl.

Geoffrey Parker est un historien reconnu des conflits armés, qu'il aborde selon une approche que ne démentirait pas un historien des *Annales*, ce dont témoignent ses ouvrages précédents¹. Consacré à « la crise du XVII^e siècle », que les historiens qui associaient autrefois démographie, économie et société dans leurs analyses connaissaient bien pour l'Europe, le présent livre élargit son champ d'observation au niveau mondial en partant de témoignages permettant de faire de toutes les crises locales une « crise globale ». Entre les années 1620 et 1670, de l'Écosse à l'Italie, en passant par l'Angleterre et la France, de la Suède à l'Espagne en passant par l'Allemagne et la Hollande, du Portugal à l'Ukraine en passant par la Bohême, tous les

témoignages vont dans le même sens, associant des catastrophes climatiques défavorables pour l'agriculture directement à l'excessive cherté des biens alimentaires, indirectement aux révoltes et aux guerres. Ce discours sur « les jours noirs » qui annoncent « la fin du monde » n'est pas propre à l'Europe mais se retrouve en Inde, en Chine, au Japon, et même dans ces « continents noirs » – peu connus encore des autres civilisations – que sont les Amériques, l'Afrique et l'Australie, pourtant moins affectées par cette « crise globale ».

La crise est donc « globale » parce que mondiale, mais aussi parce qu'elle met en cause les composantes économiques, culturelles, sociales, politiques, qui structurent les civilisations diverses où elle frappe et que partout elle est concomitante de violences. G. Parker place la crise au cœur de ses différents chapitres, où elle sert de *leitmotiv* à une progression de l'analyse par angles d'attaque. Le lecteur va ainsi de ce qui a permis à cette crise de naître – son « placenta » (p. 1) – jusqu'à son dépassement, l'ouvrage revenant sur les différentes façons qu'ont eu ceux qui l'ont subie de l'endurer, d'y survivre, de l'affronter, bien ou mal à chaque fois, dans ce contexte que les historiens du climat nomment le « petit âge glaciaire », à l'origine d'une crise agricole qui entraîne famines et mortalités et devient générale au XVII^e siècle. Les lecteurs des ouvrages précédents de l'auteur reconnaîtront sa manière habituelle d'exposer ses arguments, que renforce l'abondance des références en notes, des cartes, des graphiques et des illustrations. Ce type de progression dans les arguments lui permet de mettre en valeur des discordances ou des concordances dans les attitudes face à la crise, les expériences qu'elle provoque et les conséquences qui en résultent.

La description du lien entre les accidents climatiques, principalement des froidures excessives, les mauvaises récoltes qui en découlent et le déclenchement de famines entraînant des mortalités ne surprendra pas les plus anciens des historiens des *Annales* : c'est celle de « la crise de subsistance », érigée depuis longtemps en modèle de crise des sociétés traditionnelles. Elle est ici reprise comme preuve du diktat de la nature sur la vie humaine dans une société qui ne peut y répondre par un degré de savoir